

Chapitre 5: L'Allemagne occupée et la R.F.A. (1945-1980).

I-L'Allemagne occupée: 1945-1949.

A) Un sort inédit.

Les vainqueurs traitèrent l'Allemagne à la mesure de ses crimes, avec une rigueur inédite dans l'histoire de l'Europe. Non seulement elle dut capituler sans conditions, mais les Alliés refusèrent de reconnaître aucun pouvoir allemand — alors qu'en 1814-1815, les adversaires victorieux de la France avaient laissé un chef d'État français, Louis XVIII (certes imposé par leurs armées), défendre les intérêts de son pays au congrès de Vienne. C'était qu'il n'y avait personne avec qui traiter: pas de gouvernement en exil (Hitler était arrivé au pouvoir légalement), pas de résistance armée organisée — dans l'ensemble, la population avait adhéré à la dictature. Bref, les Allemands furent traités comme on traitait les peuples "barbares" au XIXe siècle: eux l'avaient mérité.

La souveraineté de l'Allemagne fut donc suspendue: pour quatre ans, mais au départ c'était censé durer bien plus longtemps, elle disparut en tant qu'État. À la conférence de Potsdam¹ (en juillet-août 1945), les trois principaux vainqueurs² organisèrent un condominium afin de procéder à l'affaiblissement des structures qui avaient permis le succès de Hitler, à la dénazification des institutions et de la société allemande et à la "rééducation" du peuple allemand à la démocratie. Truman était président des États-Unis depuis deux mois à peine, Churchill fut remplacé par Attlee en pleine conférence à la suite de la défaite des conservateurs aux législatives; Staline eut donc l'avantage. Il obtint le droit de démonter des usines et de les transférer sur le territoire des puissances victorieuses à titre de réparation (en revanche, il n'était pas question de réparations ni de livraisons de marchandises, les leçons des années 1920 avaient porté)³, ainsi que le démantèlement des trusts, cartels et autres formes de monopoles: la bourgeoisie d'affaires était accusée, et pas seulement par les communistes, d'avoir eu une large responsabilité dans l'aventure nazie. Staline obtint également que les armées occidentales évacuassent la Saxe et la Thuringe, en échange de la création de trois secteurs occidentaux à Berlin (enclavés dans la zone d'occupation soviétique, ils n'avaient aucun intérêt stratégique). Il obtint enfin, sans problèmes, que les territoires à l'est de la ligne Oder-Neiße fussent placés "sous administration polonaise" pour l'essentiel (le nord de la Prusse orientale, la région de Königsberg, fut même officiellement annexée par l'U.R.S.S.: c'est aujourd'hui l'oblast de Kaliningrad, en Russie)⁴. Au total, l'Allemagne perdait le quart de son territoire, des régions peuplées de neuf millions et demi d'habitants.

¹ Po**T**Sdam, pas Postdam!

² La France ne fut pas invitée, bien qu'à Yalta la décision eût été prise de lui attribuer une zone d'occupation, sur les instances de Churchill qui voulait éviter de se retrouver seul face aux deux superpuissances.

³ En septembre 1944, le secrétaire américain au Trésor, Morgenthau, avait présenté un plan bien plus radical de "pastoralisation" de l'Allemagne, c'est-à-dire de destruction de l'ensemble de son potentiel industriel; l'Allemagne aurait également été divisée en trois ou quatre États. Dès la conférence de Yalta, le "plan Morgenthau" fut écarté pour manque de réalisme.

⁴ Il y avait en fait deux rivières du nom de Neiße, qui toutes deux se jetaient dans l'Oder. Évidemment, les Soviétiques et les Polonais résolurent l'ambiguïté au profit de la Neiße occidentale, ce qui leur permit de s'emparer des mines de charbon de Silésie (la zone en litige avait trois millions et demi d'habitants, des Allemands et une minorité de

La presque totalité des populations allemandes de ces régions furent expulsées, à l'exception de quelques centaines de milliers d'ouvriers indispensables à l'industrie minière de Silésie, qui durent poloniser leurs noms et n'eurent pas le droit de se dire allemands jusqu'en 1989. Les Occidentaux avalisèrent ce gigantesque processus de purification ethnique, comme nous dirions aujourd'hui: personne n'avait envie de prendre la défense d'un peuple que beaucoup tenaient pour collectivement criminel. À vrai dire, la fuite massive des populations allemandes avait commencé dès l'arrivée de l'Armée Rouge, qui avait multiplié les exactions. Au total, en 1945-1946, huit millions d'Allemands originaires de l'est de la Prusse gagnèrent les régions à l'ouest de l'Oder (les zones occidentales lorsqu'ils le purent, la zone soviétique sinon); il faut y ajouter les quatre à cinq millions d'Allemands de Tchécoslovaquie, expulsés jusqu'au dernier, les Allemands de Hongrie, et ceux de Yougoslavie dont un tiers environ, sur huit cent mille, furent massacrés avant d'atteindre ce qui restait d'Allemagne. Au total, cela faisait treize à quinze millions de personnes, dont trois se fixèrent en zone soviétique, soit **la migration la plus massive que l'Europe eût jamais connue** — et il fallait y ajouter, dans l'Allemagne dévastée, les prisonniers de guerre libérés qui tentaient de rentrer chez eux, les centaines de milliers de centre-Européens qui fuyaient le communisme, les rescapés des camps de concentration dont Primo Levi a décrit l'errance dans *La trêve*...¹

Ce fut la fin d'une présence plus que millénaire en Europe centrale, notamment dans les montagnes du quadrilatère de Bohême; l'inversion brutale du très ancien mouvement des populations allemandes vers l'orient faible et sous-peuplé, le *Drang nach Osten*². Il ne restait plus qu'un million de *Volksdeutsche* (personnes d'ethnie allemande) en Europe centrale, surtout en Pologne et en Roumanie, et un nombre indéterminé, entre cinq cent mille et un million, en U.R.S.S.³. En Allemagne même, l'afflux de ces réfugiés (*Aussiedler*) eut d'importantes conséquences: entre autres, ils ont longtemps pesé dans le jeu politique. **En 1961, un Allemand de l'ouest sur quatre était un un *Aussiedler* ou un réfugié de R.D.A.**⁴ Sur le plan culturel, cet impressionnant brassage de population a signé l'arrêt de mort des dialectes allemands, du moins dans les villes⁵.

Polonais). Il n'y eut pas de protestations des Occidentaux, lesquels du reste n'avaient pas les moyens militaires ni diplomatiques d'intervenir dans ces régions.

¹ Voyez aussi les dernières pages des mémoires de Margarethe Buber-Neumann, déjà évoquées en note au chapitre 4.

² Ce processus acheva de faire de la Pologne, pour la première fois de son Histoire, un État-nation pratiquement homogène... La perte définitive des régions orientales de langue ukrainienne et biélorusse en 1939 avait été la première étape de ce processus d'homogénéisation; la disparition de la population juive en 1942-1944 avait été la deuxième; l'expulsion des Allemands en 1944-1945 fut la dernière.

³ Sur les Allemands d'U.R.S.S., voyez le cours sur la Russie, au chapitre 5. Une bonne partie des *Volksdeutsche* de Roumanie et de l'ex-Union Soviétique ont regagné l'Allemagne depuis la chute du communisme, non sans poser de graves problèmes — entre autres parce qu'ils ont perdu à peu près tout contact avec la culture allemande

⁴ Il y eut en tout trois millions neuf cent mille réfugiés de la zone soviétique, puis de la R.D.A.

⁵ Ils étaient très vivants avant 1945; ils le sont encore en Suisse alémanique et au Luxembourg, où ils ont acquis un statut de marqueurs identitaires régionaux, voire quasiment de "langues nationales": ils ont été standardisés et sont enseignés à l'école; l'allemand proprement dit (le *Hochdeutsch*) est pratiquement réduit à des fonctions administratives, à la littérature et à la presse.

Aux termes des accords de Potsdam, les quatre puissances occupantes se donnèrent pour but de procéder à "la reconstruction d'une vie politique sur une base démocratique", par le biais notamment de réformes de l'éducation et de la justice. Elles assumaient collectivement la responsabilité de l'administration de l'Allemagne occupée, "en tant que tout". Ce principe valut jusqu'en 1990, ce qui explique que jusqu'à la réunification aucune des quatre puissances occupantes n'a jamais signé de traité de paix séparé avec "son" morceau d'Allemagne — même pas l'U.R.S.S. avec la R.D.A. qui correspondait exactement à ses zones d'occupations en Allemagne et à Berlin. L'organe administratif suprême était le **Conseil de contrôle interallié**, formé des commandants en chef des quatre armées d'occupation; il siégeait à Berlin, était présidé par le général américain Eisenhower (qui avait le titre de "commandant suprême interallié") et statuait à l'unanimité. Vite paralysé par cette dernière règle et par les dissensions entre anciens Alliés, il cessa de se réunir au printemps 1948; entre-temps il eut le temps de prendre quelques décisions majeures, dont la dislocation de la Prusse¹ et une série de règles fondamentales pour la dénazification. En revanche aucune administration commune aux quatre zones ne vit jamais le jour, d'abord à cause de l'obstruction de la France qui, n'ayant pas été invitée à Potsdam, ne se sentait pas liée par les décisions qui y avaient été prises, et faisait ce qu'elle pouvait pour diviser l'Allemagne², puis à cause des difficultés entre Occidentaux et Soviétiques. Bref, chacun géra son lambeau d'Allemagne de son côté, et très vite la zone soviétique se mit à évoluer très différemment des trois autres (sur ces évolutions, voyez le chapitre 6).

B) Allemagne, année zéro.

Le titre du film de Roberto Rossellini, sorti en 1947, est demeuré célèbre: l'Allemagne en 1945 était un pays complètement ruiné et dévasté, plein de réfugiés et de gens sans foyer... **Les bombardements avaient ravagé les centre-villes anciens**, jusque-là bien mieux conservés qu'en France (il n'y avait pas eu d'Hausmann allemand!). Certains citoyens vécurent plusieurs années dans des caves, les enfants sous-alimentés erraient dans les ruines³; la crise du logement

¹ Le *Land* de Prusse occupait les deux tiers du territoire de l'Allemagne; la Prusse était considérée comme le berceau du militarisme allemand. Elle disparut donc des cartes au profit du Palatinat, de la Thuringe, du Brandebourg, etc... tous territoires qu'elle avait annexés peu à peu et dont on refit des *Länder* (provisoirement, pour ce qui concernait ceux situés dans la zone soviétique). Par chance, le cœur historique de la Prusse, celui auquel il eût été difficile de trouver un autre nom, se retrouvait désormais en Pologne et en U.R.S.S.. En 1990, l'Allemagne réunifiée s'est bien gardée de reconstituer un *Land* de Prusse; même le nom du *Land* de "Mecklembourg-Poméranie Occidentale", reconstitué dans le nord de l'ancienne R.D.A., a soulevé des protestations, car ces deux noms sont liés, eux aussi, aux pires souvenirs du militarisme prussien.

² C'était l'époque où François Mauriac écrivait: « j'aime tant l'Allemagne que je préfère qu'il y en ait plusieurs ».

³ Le meilleur témoignage littéraire que je connaisse est la description de Berlin par Céline au début de *Nord*, même si elle se place avant la chute du III^e Reich, au printemps 1945 (voyez aussi Hambourg sous les bombes dans *Rigodon*). On y trouve notamment un invraisemblable appartement suspendu en l'air à l'étage d'un immeuble soufflé par les bombes... Je ne résiste pas au plaisir de recopier un passage où Céline ironise sur le sens de l'ordre et la discipline intacts des Allemands:

« Je vais voir chez lui, par sa fenêtre, je soulève la tenture... la Schinkelstrasse se réveille... des gens vont, viennent... je vois que c'est surtout des équipes au ramassage, empilage des pierres, décombres, tuiles... et que ça dégringole!... des escouades d'hommes et de femmes, des vieux... ils ramassent, ils vont mettre en tas sur d'autres tas... en ordre... bientôt y aura plus de trottoirs, trop de tas, trop hauts, trop larges, des

était lancinante. Ces destructions ont été aussi un traumatisme culturel: elles ont fait de l'Allemagne un pays méconnaissable pour ceux qui l'avaient quittée avant 1940, d'autant que ce qui a été reconstruit dans l'urgence est généralement d'une grande laideur — ainsi l'actrice américaine d'origine allemande Marlène Dietrich, lorsqu'on lui demandait si elle envisageait de se réinstaller dans sa patrie, répondait qu'il n'y avait plus que des ruines et des bâtiments nouveaux, que ce n'était plus le pays qu'elle avait connu.

En **zone américaine**, on garda de cette époque le souvenir des "rations K" distribuées par l'occupant aux populations faméliques, des *Veronika Dankeschön*, les filles à cigarettes (les initiales sont celles de *Veneral Disease*, "maladie vénérienne"). Ce fut cependant dans cette zone que la vie fut la moins difficile, en partie grâce à la présence de nombreux germanophones parmi les troupes d'occupation: émigrés (politiques ou non) et descendants d'émigrés, ils comprenaient la psychologie des populations occupées. Il n'y eut pratiquement pas de démontages, non plus que dans la zone britannique. En **zone britannique** la situation alimentaire était particulièrement grave, à la limite un moment de la famine. En **zone française** régnait la pagaille gauloise: les autorités d'occupation constituaient une mosaïque de petites féodalités politiques qui n'obéissaient qu'à l'un ou l'autre des partis politiques parisiens, lesquels avaient promptement renoué avec les délices des combinaisons et des bisbilles. L'armée d'occupation elle-même était une soupe confuse de soldats de la France libre, de F.F.I. et de F.T.P. (communistes), plus quelques vichystes reconvertis, avec leurs propres allégeances. Il y eut quelques démontages d'usines, beaucoup moins cependant qu'en zone soviétique — d'autant que les Français se heurtèrent à la résistance farouche des syndicats allemands, presque immédiatement reconstitués, et qu'il n'était pas question de laisser la situation dégénérer comme en 1923, ne fût-ce que parce que les Anglo-Saxons ne l'eussent pas laissé faire¹.

pyramides... je vous ai dit, les façades qui restent, godent, flottent, défont, s'écaillent au vent... les penailleux au ramassage sortent des trous à l'aube... rats de jour... ils font pas vite au ramassage, pas ardents, mais ordonnés... des très vieilles mains, des très vieux êtres, bien rhumatisants, hâves, tordus... où ils peuvent bien briffer [manger]? (...) le "Zénith" [l'hôtel de Céline] peut un petit peu s'attendre à faire qu'un tas... déjà il en a deux étages devant sa porte... ces équipes de vieux fossoyeurs travaillent pour l'avenir! Hamlet était qu'un petit J3 [argot d'époque pour désigner les adolescents, d'après les cartes de rationnement de l'après-guerre française]... dialectique gâté, il aurait attaqué le Château, le démolir pierre par pierre... lui aurait fait un drôle de bien! il aurait poussé moins d'alas! je voyais là ces vieillards œuvrer, fantômes ainsi dire, pas vite bien sûr, mais très sagement, entasser les tuiles, qu'il en reste pas une à la traîne... même chercher en face, aux autres tas, ce qui était au "Zénith", ce qu'appartenait à notre ruine... on peut dire des gens consciencieux... pas de va-comme-je-te-pousse souillons... des équipes quand ce sera "tout-cendres", que la planète sera plus qu'une gadouille de neutrons, vous feront des petits tas de ces chimies, trois, quatre tas disons pour une capitale... cinq tas pour Brooklyn-Manhattan... oh, je plaisante!... tout vient à point! là nous étions Schinkelstrasse... deux tas pour Paris!... nous n'y sommes plus! je vous retrouve!... nous regardons la rue... l'ordre que mettent ces gens... pas que dans les briques... il tombe de tout... cheminées... gouttières, baignoires... ».

Voyez aussi le film *La scandaleuse de Berlin*, une sombre histoire de marché noir avec la Dietrich en sulfureuse créature des ruines.

¹ En revanche le charbon de la **Sarre** servit à l'industrie française — cette région fut détachée de la zone d'occupation française (en décembre 1946), puis de la R.F.A., et confiée à l'administration française sous mandat de l'O.N.U.; elle formait un espace douanier commun avec la France, mais distinct de l'espace douanier allemand. Dans un premier temps les Sarrois semblèrent accepter leur statut d'autonomie, mais au référendum

Si les villes étaient dans un état lamentable, en revanche **la saignée démographique n'avait pas été si terrible**: il y avait eu un million six cent mille morts sous l'uniforme (plus un nombre équivalent de disparus), entre cinq cent mille et un million et demi de civils morts ou disparus. Certes il y avait aussi deux millions d'invalides et il n'y avait plus que quatre hommes pour cinq femmes; mais ce n'était rien à côté de la situation en Pologne ou en Yougoslavie, et dans les zones occidentales l'afflux de réfugiés (d'Europe centrale et orientale, puis de R.D.A.) contribua à limiter les difficultés d'ordre démographique. De même **le potentiel industriel avait été largement épargné**, car les bombardements avaient visé en priorité les zones résidentielles: les Alliés avaient voulu semer la terreur, provoquer un effondrement moral plus qu'un effondrement économique¹. En 1945, la production industrielle ne représentait que 26% du niveau de 1936, en grande partie à cause de problèmes d'infrastructures (les trains, les ponts, les ports étaient détruits) et de la désorganisation générale; mais la capacité de production industrielle était estimée à 80-85% de celle de 1938. Même dans la Ruhr, le potentiel industriel n'était détruit qu'à 25%. Pour la sidérurgie, le chiffre n'était que de 10%; pour la chimie, de 10 à 15%. Au départ, en mars 1946, les quatre puissances occupantes avaient approuvé un Plan industriel pour l'Allemagne qui prévoyait l'interdiction pure et simple d'un certain nombre d'activités (notamment les constructions navales et aéronautiques, la fabrication de tracteurs et de machines-outils, d'aluminium, de roulements à billes, de matériel radio), et, pour les autres secteurs, une limitation autoritaire de la production à la moitié en moyenne des chiffres de 1938; mais ce plan ne fut pas appliqué, car en quelques mois, avec les débuts de la guerre froide, les logiques changèrent du tout au tout.

C) La guerre froide et la destin de l'Allemagne.

Le relèvement aurait pu durer des années, tant du fait de la situation économique que de la mauvaise volonté des Alliés, si les données diplomatiques ne s'étaient pas modifiées à grande allure à partir de 1946. Dans le monde de la guerre froide qui se mit en place en quelques mois, **la ligne de partage entre les deux blocs passait au beau milieu de l'Allemagne**; il ne faut jamais l'oublier lorsqu'on étudie l'Allemagne de l'après-guerre. En Allemagne occidentale, durant toutes les années de la rivalité des deux superpuissances, **le rapport au communisme orienté entièrement la politique extérieure et même intérieure**. Une attaque soviétique, atomique ou conventionnelle, aurait ravagé en priorité des territoires allemands; et mis à part quelques pacifistes égarés par leur antiaméricanisme et bercés d'illusions, d'ailleurs bien moins nombreux qu'en France jusqu'aux années 1970, tout le monde savait que Moscou en était fort capable. Certains à gauche craignaient presque autant une attaque américaine, qui aurait provoqué une réplique tout aussi destructrice. Le sinistre spectacle de ce qui se passait dans la zone soviétique acheva de faire de l'anticommunisme le sentiment le mieux partagé en R.F.A., même à l'époque de l'*Ostpolitik* de Willy Brandt, laquelle ne s'explique pas par une quelconque sympathie pour le

d'octobre 1955 ils refusèrent le "statut européen" qui leur était proposé et votèrent à une immense majorité pour l'intégration à la R.F.A. — effective début 1957.

¹ Avec peut-être quelques arrières-pensées concernant l'après-guerre: dans les années 1945-1980, la gauche soulignait volontiers que les bombardements alliés avaient systématiquement épargné les usines Krupp, qui pourtant fournissaient des armes à la *Wehrmacht*, et qui plus tard reprirent du service pour les armées de l'O.T.A.N. Ces analyses typiques des années de guerre froide sont à prendre avec des pincettes: elles reposent sur la fascination paranoïaque des coups tordus et des complots, et sur l'idée qu'au fond, le capitalisme et le fascisme, c'est tout un, et que même en 1944 l'ennemi principal de l'Amérique était l'U.R.S.S., ce qui est un anachronisme.

communisme, mais par le désir de desserrer l'étau sur les frères allemands prisonniers du rideau de fer.

Fin 1946-début 1947, **l'ensemble des liens entre les zones occidentales et la zone soviétique furent rompus** — une conférence interalliée qui se tint à Moscou en mars 1947 fut un échec; une autre eut lieu à Londres en novembre sans plus de résultats. Dès la fin 1946, les Anglo-Saxons décidèrent de procéder au relèvement économique de la partie de l'Allemagne qu'ils contrôlaient, en partie sous la pression des milieux humanitaires, en partie parce qu'il fallait donner aux Allemands des raisons d'espérer en l'avenir afin de les détourner du communisme ou d'une éventuelle résurgence du nazisme; en partie aussi parce qu'il fallait réduire la charge financière de l'occupation; en partie enfin parce que dans l'épreuve de force qui s'annonçait aucun allié n'était à négliger — et puis les Anglo-Saxons étaient persuadés que les Allemands n'étaient pas des nazis par nature, qu'une Allemagne enfin stable et démocratique pouvait naître du chaos. Les Français se firent tirer l'oreille, puis, fin 1947, ils se rallièrent de mauvais gré aux positions anglo-saxonnes; de toute façon, ils étaient trop faibles pour infléchir l'évolution — et puis de Gaulle et Bidault (son ministre des Affaires étrangères), très hostiles au redressement de l'Allemagne, étaient partis en janvier 1946; dans les équipes qui leur avaient succédé, les démocrates-chrétiens europhiles du M.R.P. pesaient de plus en plus, surtout après l'expulsion des communistes du gouvernement en mai 1947. En entamant le redressement de leurs zones d'occupation, bien entendu **les Occidentaux renonçaient à l'unité de l'Allemagne** et abandonnaient la zone soviétique à un sort sinistre: c'était conçu comme un expédient provisoire, sauf peut-être dans l'intime *petto* de quelques Français, et surtout cela valait mieux qu'une Allemagne unie mais "finlandisée" en plein cœur de l'Europe, ce qui aurait rendu le vieux continent impossible à défendre contre le communisme. Enfin, d'un point de vue stratégique la perte de la zone soviétique n'avait qu'une importance relative: certes elle arrivait par endroits à moins de cent cinquante kilomètres de la mer du Nord, mais à part Berlin et la Silésie (devenue polonaise) elle n'était guère composée que de zones rurales, et elle n'incluait aucun grand port; enfin les Danois verrouillaient la Baltique.

En janvier 1947, les Britanniques et les Américains associèrent leurs deux zones d'occupation en une **"bizone"** économique, laquelle devint une **"trizone"** en mars 1948 lorsque la zone française s'y agrégea. L'Allemagne occidentale reçut au total quatre milliards de dollars d'aide américaine entre 1946 et 1952, pour l'essentiel dans le cadre du plan Marshall. Une étape essentielle du relèvement fut la **réforme monétaire** de juin 1948, par laquelle l'ancien *Reichsmark*, qui avait perdu toute valeur, céda la place au *Deutschmark*, géré par une *Bundesbank* sise à Francfort. Cette mesure permit à l'économie allemande de redémarrer en la dotant d'une monnaie forte et stable (dès le second semestre de 1948, la production industrielle fit un bond de 50%!); elle fit disparaître presque instantanément le marché noir et les réflexes de stockage, maux classiques des pays où la monnaie ne vaut rien et où les vendeurs potentiels n'en veulent pas. Mais elle fut extrêmement douloureuse: pour inspirer confiance, on émit la nouvelle monnaie en quantité limitée — on attribua quarante marks à chaque individu adulte et soixante marks par employé à chaque entreprise; toutes les économies, tous les bas de laine, tous les comptes en banque furent annulés. Pour la deuxième fois en vingt-cinq ans, les rentiers, les épargnants, les créanciers avaient tout perdu; en revanche les dettes des entreprises et des collectivités publiques disparurent.

Très tôt, les Occidentaux avaient entrepris de faire renaître une vie politique démocratique dans leurs zones d'occupation: d'abord les Américains, ensuite les Britanniques, enfin les Français. Il y avait pour cela un préalable nécessaire, prévu à Potsdam: la **dénazification**. Elle se fit, d'une manière inévitablement imparfaite: la sévérité des procédures décrut rapidement; il y eut des trafics de "certificats d'honorabilité"; ceux qui avaient su ne pas se compromettre trop ouvertement ne furent pas inquiétés ou ne subirent que des châtiments symboliques; les Églises et l'aristocratie bénéficièrent d'une grande indulgence, ainsi que tous ceux qui surent à temps se lancer dans la nouvelle croisade de l'anticommunisme.

La grande affaire fut le **procès de Nuremberg**, qui se tint de novembre 1945 à octobre 1946: il était présidé par quatre juges originaires des quatre puissances occupantes, sous la présidence du Britannique Justice Lawrence. Il jugea vingt-quatre dignitaires du III^e Reich ou du parti nazi, ainsi que huit organisations accusées collectivement de crimes de guerre, parmi lesquelles la N.S.D.A.P., la S.S. et la *Gestapo* (mais pas la *Reichswehr*). Le procès de Nuremberg obligea les vainqueurs à élaborer un droit inédit, une justice d'exception, à la mesure des crimes inédits, exceptionnels des nazis. Jusque-là la notion de **responsabilité collective** était tenue pour contraire aux fondements même du droit, qui veulent que chacun soit puni pour ses propres actes; mais pouvait-on juger individuellement tous les S.S., lesquels risquaient de se retrancher derrière le devoir d'obéissance? De même, à Nuremberg **la justice fut rendue rétroactivement**; mais pouvait-on laisser les crimes nazis impunis sous prétexte qu'on n'avait pas su en imaginer l'horreur? Ce fut à l'occasion du procès de Nuremberg que les juristes élaborèrent la notion de **crime contre l'humanité** et celle de **génocide** (voyez au chapitre 4).

Tous ces points ne vont pas sans poser problème. À l'occasion du procès de Maurice Papon pour crimes contre l'humanité, en France en 1997-1998, certains ont souligné les difficultés pratiques liées au principe d'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité: cinquante-trois ans après les faits, la plupart des témoins sont morts, la pédagogie et le devoir de mémoire tendent à prendre le dessus sur la justice: les différentes parties en présence ont tendance à confondre procès d'un homme et leçon d'Histoire... Par ailleurs **le procès de Nuremberg souffrit d'avoir été rendu par les vainqueurs et par eux seuls**: il n'y eut pas de juge allemand (où en eût-on trouvé un non compromis avec le nazisme?), ce qui contribua à compliquer l'entreprise de liquidation du passé, car certains en Allemagne, comme en 1918 (quoique cette fois en leur for intérieur seulement), considéraient que la force avait créé le droit.

Plus grave encore, l'un des juges (Nikitchenko) était soviétique, il avait même été l'un des accusateurs des procès de Moscou en 1937-1938; or, en matière de crimes de masse, le régime stalinien n'avait rien à envier au régime nazi! Selon une formule fameuse, **Katyn jugeait Auschwitz...**¹ Cet argument, à peu près inacceptable en France jusqu'à tout récemment², faisait mouche au contraire dans la R.F.A. des années 1950, traumatisée par ce qui se passait dans l'ancienne zone soviétique: il y avait de meilleures manières de montrer qu'il y avait une justice et des normes morales communes à toute l'humanité à opposer à la barbarie, que de délivrer ainsi un blanc-seing d'"antifascisme" à l'un des régimes les plus sauvages de l'Histoire, qui avait mené à bien le "génocide de classe"³ des koulaks, déporté des populations entières sur le seul critère de leur origine ethnique (avec des taux de décès en chemin supérieurs à ceux du génocide arménien de 1915), et fait des camps de travail forcé, c'est-à-dire de l'esclavage d'État, l'un des piliers de l'économie... Bref, le procès de

¹ Sur Katyn, voyez le cours sur la Russie, au chapitre 6.

² Parce que la France n'a pas souffert du communisme dans sa chair, contrairement à l'Allemagne, et à cause de ce que l'on peut appeler "l'idéologie du Front populaire", selon laquelle les communistes sont les alliés des démocrates contre les fascistes, en quelque sorte ontologiquement, et donc plus proches des premiers que des seconds. François Furet a fait un sort à ce mythe très français dans *Le passé d'une illusion* – voyez le cours sur la Russie, au chapitre 6.

³ Cette expression, défendue par Stéphane Courtois, est très polémique. Sur les réalités qu'elle recouvre et sur les autres événements évoqués dans ce passage, voyez le cours sur la Russie, aux chapitres 3 et 5.

Nuremberg laissa une impression de malaise sans doute inévitable, mais certainement moindre que celle qu'eussent laissée une absence totale de procès, des exécutions arbitraires ou, pis, l'impunité pour les criminels nazis.

Il y eut douze condamnations à mort. Göring se suicida dans sa cellule; Rosenberg, Seyss-Inquart, Keitel, Jodl¹ et Von Ribbentrop furent pendus. Bormann, en fuite, fut condamné à mort par contumace, mais la sentence ne fut jamais exécutée car il mourut sans avoir été retrouvé. Rudolf Hess fut condamné à la prison à vie (il y resta jusqu'à son suicide en 1987); Von Schirach et Speer à vingt ans de réclusion; Dönitz, à dix ans. Schacht et Von Papen, qui n'étaient pas des nazis, furent acquittés.

Il y eut d'autres procès dans chaque zone d'occupation (six mille au total dans l'ensemble des trois zones occidentales), pour crimes de guerre "ordinaires" ou pour les responsables de second ordre; des tribunaux allemands jugèrent les délits commis contre des Allemands dans le cadre du fonctionnement "normal" du *Reich*. Ce fut en zone américaine que, des trois zones occidentales, la dénazification se fit avec le plus de rigueur bureaucratique (treize millions de formulaires furent remplis et trois millions six cent mille cas furent instruits) — et le plus d'incohérences concrètes: un certain nombre de criminels nazis passèrent entre les mailles du filet sans trop de problèmes, notamment Bormann et Mengele, ce qui fit scandale lorsqu'on les découvrit menant une vie paisible dans la nouvelle Allemagne ou lorsqu'on les localisa du côté de l'Amérique du sud; à gauche, certains allèrent jusqu'à accuser les Américains de complicité, par anticommunisme. En Allemagne, la dénazification fut loin d'avoir les effets pédagogiques espérés: les Allemands en retinrent surtout les injustices et l'incohérence, et un certain nombre de voix s'élevèrent contre la notion de culpabilité collective du peuple allemand, celles notamment du philosophe Karl Jaspers et du Vatican (l'Église protestante en revanche, à l'instigation de Niemöller, reconnut sa culpabilité dès octobre 1945).

Les occupants organisèrent d'abord des **élections municipales**, entre mai et septembre 1945; puis des **élections à l'échelle des *Länder*** (ceux-ci avaient été reconstitués dès 1945 et avaient reçu des constitutions, qui furent approuvées par référendums). Il y avait même des conseils élus à la tête des zones américaine et britannique; mais ils s'occupaient essentiellement de problèmes techniques.

Très vite, il (ré)apparut des partis politiques. La **K.P.D.** était plus faible qu'avant-guerre, mais son influence n'était point négligeable dans les premiers mois. La **S.P.D.** semblait avoir le vent en poupe grâce à son prestige (elle avait été le seul parti politique à refuser les pleins pouvoirs à Hitler): elle obtint en moyenne 35% des voix aux élections des premières assemblées des *Länder* (*Landtage*), grâce à une organisation très efficace et à ses critiques de l'occupation alliée. À sa tête, d'abord en zone britannique puis dans toute l'Allemagne occidentale, s'imposa la personnalité de **Kurt Schumacher** (1895-1952), un Berlinois de la plus pure souche prolétarienne qui venait de passer douze ans en camp de concentration et en était resté handicapé — figure immensément respectée, mais d'une autre époque, il avait du mal à appréhender les nouvelles réalités de l'Allemagne, notamment, à partir de 1947, la nécessité de s'aligner sur l'Ouest et de renoncer au collectivisme, même de principe; ce manque de souplesse coûta cher aux sociaux-démocrates de cette génération. Une autre figure de la S.P.D. était le maire de Berlin (tous secteurs d'occupation confondus à l'époque), **Ernst Reuter**.

À droite, les milieux *völkisch* constituèrent une *Deutsche Rechtspartei* qui fit long feu dans les années 1950, et finit en groupuscule néo-nazi. Les libéraux se regroupèrent assez tardivement (en décembre 1948) au sein de la *Freie demokratische Partei* (**F.P.D.**); un parti chrétien-démocrate héritier du *Zentrum* de la république de Weimar, mais interconfessionnel et

¹ Seyss-Inquart était le chef des nazis autrichiens; le général Alfred Jodl et le maréchal Wilhelm von Keitel dirigeaient l'état-major du haut commandement de la *Reichswehr*.

non plus catholique, la *Christliche-demokratische Union* (**C.D.U.**), émergea assez vite avec à sa tête un homme déjà âgé, **Konrad Adenauer** (1876-1967), un ancien zentriste qui avait été maire de Cologne de 1917 à 1933; interné à deux reprises par les nazis, en 1934 et en 1944, il avait été rétabli à son poste par les Britanniques en mars 1945 (puis renvoyé sans autre forme de procès car pas assez obéissant), et finalement élu maire au premier scrutin municipal. Très vite il fut en position de concurrencer la S.P.D.: il obtint 37% des voix aux élections des premiers *Landtage*. En Bavière enfin, il était apparu un autre parti démocrate-chrétien, la *Christliche-soziale Union* (**C.S.U.**), qui n'a jamais dépassé les frontières de ce *Land*: les deux partis se sont en quelque sorte partagé l'Allemagne, la C.D.U. ayant accepté de ne pas s'implanter en Bavière. La C.S.U. est bien plus qu'une simple branche régionale du parti démocrate-chrétien: c'est un partenaire malcommode, bien plus conservateur que la C.D.U. et surtout défenseur sourcilieux du particularisme bavarois.

À la fin de l'année 1947, une conférence des ministres des Affaires étrangères des trois puissances occupantes occidentales et des pays du Benelux aboutit à la convocation d'une Assemblée constituante élue, qui commença ses travaux en janvier 1948.

Un événement inattendu vint accélérer le processus de reconstitution d'un État allemand dans les trois zones occidentales d'occupation: la **crise de Berlin**, la première crise majeure de la guerre froide. Staline voyait d'un mauvais œil les trois secteurs occidentaux de Berlin, qui formaient comme une écharde en ses nouveaux domaines; dès 1947, les Soviétiques avaient multiplié les mesures visant à rendre la vie impossible aux troupes d'occupation, notamment des restrictions à la circulation routière et ferroviaire à travers la zone soviétique. Dans les jours qui suivirent la réforme monétaire de mai 1948, l'U.R.S.S. imposa un blocus terrestre total, effectif à la fin juin: à cette date, Berlin-ouest n'avait plus que six semaines de réserves de vivres et de combustibles. Le moustachu espérait que les Occidentaux abandonneraient sans combattre ce territoire dépourvu d'intérêt stratégique, et qui ne semblait pas viable dans son arrière-pays. C'était compter sans les leçons de Munich, que Truman avait en tête: il n'était pas question pour les Occidentaux de céder quoi que ce fût, où que ce fût. Dès 1947, à propos de la Grèce et de la Turquie, le président des États-Unis avait formulé la version de guerre froide de cette analyse, la "doctrine Truman" ou doctrine du *containment*¹. Les Américains décidèrent d'organiser un **pont aérien**, afin de démontrer leur volonté mais aussi la supériorité technologique de l'Occident: il atterrit un avion à Berlin toutes les deux minutes, ils transportèrent en tout deux millions et demi de vivres et de combustibles. La population fit preuve d'un grand stoïcisme, unie autour de son maire, Reuter; Staline n'osa pas interrompre le pont aérien, car les Américains avaient fait savoir que ce serait un *casus belli*. Le blocus commença à se fissurer en février-mars 1949, date à laquelle des négociations reprurent dans le cadre de l'O.N.U.; officiellement, il fut levé en mai. Ce fut en quelque sorte l'épopée fondatrice de la R.F.A. — une épopée anticommuniste, sans le souvenir de laquelle on ne peut pas comprendre l'atlantisme farouche de la R.F.A., tous gouvernements confondus, pendant toute la guerre froide. Une autre conséquence essentielle fut que le regard des vainqueurs changea: pour de larges secteurs de l'opinion les Allemands n'étaient plus des agresseurs, mais de victimes.

Le 8 mai 1949, quatre ans tout juste après la fin du IIIe *Reich*, l'Assemblée constituante adopta la "**loi fondamentale**" d'un nouvel État, la République fédérale allemande — le terme choisi, moins solennel que "constitution", soulignait qu'il s'agissait d'une disposition provisoire en attendant la réunification. Seuls les communistes s'y opposèrent, et aussi les fédéralistes bavarois (le *Landtag* de Bavière rejeta la loi fondamentale tout en annonçant qu'il se conformerait à la décision de la majorité des *Länder*, ce qui lui permit de négocier un statut un peu particulier, surtout à vrai dire au niveau symbolique). Cependant jusqu'en 1990, **la R.F.A.**

¹ Voyez le cours sur les États-Unis, au chapitre 7.

n'était pas un État complètement souverain. Un **statut d'occupation**, défini en avril 1949, limitait sa souveraineté sur des points tels que la dénazification et le désarmement, les affaires étrangères, les commerce extérieur, la monnaie; la Ruhr était soumise à un statut spécial; enfin les Alliés pouvaient proclamer l'état d'urgence et suspendre les institutions allemandes. Ce statut fut abrogé en 1955, à l'entrée de l'Allemagne occidentale dans l'O.T.A.N. et dans l'U.E.O. (la structure européenne de défense), mais il en demeura quelques traces: elles avaient trait au statut des troupes occupantes¹ et à l'état d'urgence, toujours possible en théorie.

Selon la "doctrine Hallstein"², qui fut en vigueur jusqu'au milieu des années 1960, **la R.F.A. se considérait comme le seul État héritier du IIe Reich**, les constituants ayant agi en lieu et place de leur frères "empêchés" de la zone soviétique — on dit bientôt "de R.D.A.". Jusqu'en 1972, la R.F.A. refusa de reconnaître ce pays, qu'elle considérait comme une simple zone occupée dirigée par des fantoches de Moscou, et rompait ses relations diplomatiques avec les pays qui la reconnaissaient; on désignait couramment l'autre État allemand du nom de *sogenannte D.D.R.* ("soit-disant R.D.A."), et même lorsque le temps fut venu de l'*Ostpolitik* et de la reconnaissance mutuelle la plupart des Allemands de l'ouest n'en pensèrent pas moins. Il ne fut jamais question d'une réunification par une autre méthode que l'absorption de la R.D.A. par la R.F.A. En 1990, il n'est pas apparu un nouvel État: la R.D.A. fut purement et simplement intégrée "à l'Allemagne", laquelle garda son nom (et même, contrairement à ce que l'on avait envisagé en 1949, sa loi fondamentale): la distinction qu'on fait en France entre "la R.F.A." (de 1949 à 1990) et "l'Allemagne" (depuis la réunification) est de pure commodité — en Allemagne même on oppose plutôt "la République de Bonn" à "la République de Berlin". Certains considèrent que c'est nier tout ce qui s'est passé dans l'ancienne zone d'occupation soviétique durant quarante ans: c'est bien le but, effectivement — la R.D.A. est censée n'avoir été qu'un accident de la guerre froide.

Les premières législatives eurent lieu en août: contre toute attente les chrétiens-démocrates l'emportèrent d'un cheveu sur les socialistes, avec 31% des voix. En septembre, les parlementaires élirent le libéral **Theodor Heuss** (1884-1963) à la présidence de la République³; puis le chef de la C.D.U., **Konrad Adenauer**, devint chancelier fédéral (à soixante-treize ans!) avec une seule voix de majorité — la sienne.

II-Les années Adenauer et Erhard (1949-1966).

Lorsque, la France ayant renoncé à ses rêves de balkanisation, les Occidentaux se décidèrent à unifier ce qui demeurait de l'Allemagne au sein du monde libre, les trois zones occidentales représentaient au total 60% de ce qui restait d'Allemagne, **la moitié de la surface du Reich en 1937**, la moitié de la surface de la France métropolitaine et cinquante-deux millions

¹ Les zones de cantonnement de ces troupes formaient des espèces d'enclaves étrangères en territoire allemand, avec notamment leurs propres magasins; les trains militaires alliés n'étaient pas soumis aux règlements de la *Reichswehr* et avaient leurs propres gares (ainsi que leurs propres lignes de chemin de fer à travers la R.D.A.: il était interdit aux trains de s'arrêter. À Berlin, chaque puissance occupante avait son aéroport — celui des Français était Tempelhof. Cette situation dura jusqu'en 1994, date du départ des dernières troupes d'occupation.

² Walter Hallstein (1901-1982) fut le premier ministre des Affaires étrangères de la R.F.A., à partir de 1951.

³ Il fut réélu en 1954. Ses successeurs furent le chrétien-démocrate Heinrich Lübke (1894-1972, président de 1959 à 1969), puis les socialistes Gustav Heinemann (1899-1976, président de 1969 à 1974), Walter Scheel (né en 1919, président de 1974 à 1979) et les chrétiens-démocrates Karl Carstens (1914-1993, président de 1979 à 1984) et Richard von Weizsäcker (président de 1984 à 1994), le moins pâle du lot.

d'habitants seulement (en 1959): **une puissance moyenne** en somme, bien moins effrayante que les IIe et IIIe *Reich*. Mais elle comprenait le cœur de l'Allemagne industrielle, la vallée du Rhin, et l'ensemble de la façade sur la mer du Nord, avec Hanovre, Hambourg et Brême — des villes qui cependant souffraient d'être coupées de leur arrière-pays, passé à la R.D.A. C'était par ailleurs un pays moins nettement protestant qu'avant 1945, malgré l'afflux des réfugiés de l'est: vers 1965 les protestants ne représentaient que 50,5% de la population de la R.F.A., contre 44% de catholiques.

A) La loi fondamentale et les traits généraux de la vie politique.

La **loi fondamentale** (*Grundgesetz*) de 1949, modifiable à la majorité des deux tiers des deux chambres (elle l'a été à plusieurs reprises sur des détails), renouait avec les traditions démocratiques de l'Allemagne d'avant Hitler, tout en évitant de retomber dans les erreurs de la constitution de Weimar. Elle est toujours en vigueur.

Elle rompait avec tout l'héritage nationaliste des IIe et IIIe *Reich*: **la R.F.A.**, qui n'est plus désignée par ce mot de *Reich*, **n'est pas un État-nation**, champion d'une communauté allemande définie par sa langue ou par ses origines, **mais une "communauté des citoyens"** qui se trouvent être pour la plupart de langue allemande. Dans une large mesure, la loyauté au *Reich*, expression de la *nation* allemande, a cédé la place à ce qu'on appelle en Allemagne "le **patriotisme de la Constitution**", c'est-à-dire l'attachement à un *pays* défini par ses institutions démocratiques — dans le cadre d'une conception plutôt "citoyenne" de la nation.

Cependant l'évolution des esprits n'a pas amené les Allemands à une conception de la nation aussi radicalement politique que celle qui a cours en France: pour beaucoup d'entre eux, la notion de *deutsches Volk* est toujours une notion culturelle et ils appartiennent bien au même *Volk* que les Autrichiens et les Suisses alémaniques; mais ils n'en tirent plus de conséquences politiques. Même dans les institutions **il est demeuré des éléments liés à l'ancienne conception culturelle et génétique de la nation**. Ainsi le code de la nationalité est demeuré celui de 1913, rétabli dans ses grandes lignes en 1945¹: ce texte complique aux immigrés l'obtention de la nationalité allemande; en revanche, avoir des ancêtres allemands suffit pour être réputé allemand². Il s'agit d'un critère plus génétique que culturel, puisque les immigrés linguistiquement intégrés ont presque autant de difficultés que les autres, tandis que les plus dégermanisés des Allemands de l'étranger sont accueillis aussi facilement que les autres. En revanche, la revendication de la réunification avec la R.D.A. se fondait sur des critères historiques et non pas génétiques: les pays allemands avaient choisi de s'unir en 1871, mais en 1947-1949 la zone soviétique avait été arrachée de force à l'Allemagne. La parenté linguistique n'était qu'un argument annexe: du reste il ne jouait pas pour l'Autriche, la Suisse et le Luxembourg, que personne n'incluait plus dans la future Allemagne réunifiée: c'est-à-dire que **les Allemands considèrent désormais que la pluralité des États allemands est la norme, l'Allemagne proprement dite n'étant que l'un d'entre eux**. L'Autriche notamment était censée avoir eu une Histoire totalement distincte, ce qui était fort peu conforme à la réalité historique mais arrangeait bien les Autrichiens, désireux de s'exempter de la responsabilité des atrocités nazies.

¹ Il a quand même été un peu assoupli en 1999 (après la fin de votre programme), car les mythes de la nation allemande, même seulement culturels et non raciaux, sont incompatibles avec la réalité de l'Europe d'aujourd'hui: l'immigration est massive...

² Ainsi, toujours après la fin de votre programme, les descendants des "Allemands de la Volga", lorsqu'ils sont rentrés de Russie et d'Asie centrale dans les années 1990, ont obtenu sans problème des passeports allemands.

La loi fondamentale de 1949 a rétabli le **fédéralisme** en le renforçant, même si les occupants en auraient souhaité davantage (la S.P.D. s'opposa victorieusement à leurs projets). Il faut dire que Berlin n'était plus qu'à moitié en R.F.A., et marginalement: l'Allemagne occidentale était un pays de villes moyennes qui s'équilibraient bien, d'autant qu'on n'avait choisi aucune d'entre elles pour capitale fédérale provisoire, mais **Bonn**, un trou auprès duquel Romorantin est une métropole culturelle et Aubusson une Babylone hip-hop¹. La Fédération (le *Bund*) s'occupe de la défense, de la monnaie, de la diplomatie; les *Länder* s'occupent de tout le reste, notamment de l'enseignement, des cultes, de l'information et de la police; par ailleurs ils participent à l'élaboration de la législation fédérale par le biais du **Bundesrat**, la chambre haute à l'échelon fédéral. Le *Bundesrat* a pour fonction notamment de s'opposer aux empiètements du *Bund* sur les droits des *Länder* (elle a droit de veto sur les lois qui les affectent, pour les autres lois son pouvoir est comparable à celui du Sénat français): il a plutôt renforcé ses pouvoirs depuis 1949.

Les États-Unis avaient divisé leur zone d'occupation en quatre *Länder*, les Britanniques aussi; les Français en trois. Deux des *Länder* de la zone française, le Bade-du-sud et le Würtemberg-sud-Hohenzollern, fusionnèrent en 1952; le Bade-du-nord, l'un des *Länder* de la zone américaine, s'y agréa un peu plus tard pour former le Bade-Würtemberg. Avec la Sarre, rattachée à la R.F.A. en 1957, on aboutit à un total de **dix Länder** qui demeura constant jusqu'à la réunification²; comme leurs noms à rallonge l'indiquent assez, à l'exception de la Bavière ils sont parfaitement artificiels, sans lien avec les anciennes principautés allemandes, mortes au moins depuis le temps d'Hitler. Berlin-ouest n'était pas un *Land* et en théorie elle ne faisait même pas partie de la R.F.A.: ses représentants siégeaient au *Bundesrat* mais n'y votaient pas.

Les institutions allemandes sont typiques d'un **régime parlementaire**. Le président de la République, élu pour cinq ans par le *Bundestag* et des délégués des *Landtage* (assemblées législatives des *Länder*) a peu de pouvoirs; c'est le premier ministre, le **chancelier** comme on dit en calquant le mot allemand *Kanzler*, qui domine l'exécutif. Il est issu de la majorité au **Bundestag**, la chambre basse (élue pour quatre ans au suffrage universel direct); il ne peut être renversé que par un vote de défiance de la majorité de ses membres, et encore à la seule condition qu'ils aient un candidat de rechange à la chancellerie — un tel "vote de défiance constructif" n'a réussi qu'une fois, lorsque Helmut Kohl a succédé à Helmut Schmidt en 1982. Ce système a assuré une grande stabilité: de 1949 à 1982 il n'y a eu que cinq chanceliers; aucun n'a gouverné moins de trois ans³.

Le **système électoral** s'est fixé définitivement en 1953; il est d'une complexité surréaliste. Chaque électeur dispose de deux voix: l'une lui sert à élire un député de circonscription au suffrage uninominal à un seul tour, l'autre lui sert à voter pour une liste présentée, le plus souvent à l'échelon du *Land*, par l'un des partis en lice. Ces sièges sont attribués à la proportionnelle intégrale (à un tour aussi évidemment), mais les mandats obtenus au moyen de la première voix sont défalqués de ceux obtenus au moyen de la seconde voix: ainsi la répartition finale des sièges correspond à l'équilibre qui s'est dégagé des urnes, mais les

¹ C'est le lieu de naissance à Beethoven et Marx y a étudié: à part ça, il ne s'y est jamais rien passé. Les Américains en avaient fait la capitale du *Land* de Rhénanie du nord-Westphalie, ensemble dépourvu de toute personnalité historique. C'est Adenauer qui a imposé Bonn face à Francfort, capitale de la bizone, car il possédait une villa à proximité! La capitale fédérale provisoire n'a jamais dépassé les deux cents quatre-vingt dix mille habitants.

² Il y en a seize aujourd'hui.

³ Aujourd'hui (fin 2001) on en est à sept seulement, ce qui représente un peu plus de sept ans de mandat en moyenne.

partis ne peuvent imposer les élus qu'ils veulent¹; à ceci près qu'un parti ne peut bénéficier des sièges acquis à la proportionnelle que s'il dépasse les 5% des voix ou s'il a engrangé trois mandats directs...

La barre des 5% a permis d'éliminer les partis extrémistes ou fantaisistes: les électeurs se lassent de voter pour des formations qui n'obtiennent jamais d'élus. Onze partis étaient représentés au *Bundestag* en 1949 (avant l'introduction de cette mesure), cinq en 1953, ce nombre est tombé à trois entre 1961 et 1987. Ainsi un parti qui représentait les *Aussiedler*, la B.H.E., obtint 5,9% des voix aux législatives de 1953, mais seulement 4,6% en 1957, ce qui l'empêcha d'être représenté au *Bundestag*; cet échec précipita son déclin, et il se dilua peu à peu dans la C.D.U. et dans la C.S.U. au fur et à mesure que les "personnes déplacées" s'intégraient à la nouvelle société allemande². Le parti communiste allemand est passé de 5,7% des voix en 1949, à 2,2% en 1953, 0,6% en 1969 et 0,3% en 1973. L'extrême-droite faillit passer la barre de 5% en 1969, puis elle déclina (j'y reviendrai). En revanche, dans les années 1980 les écologistes sont parvenus à franchir durablement la barre des 5% et à s'imposer dans le jeu politique.

La barre des 5% a permis aussi de réduire le risque d'éparpillement des votes et d'ingouvernabilité du pays. Rançon de la proportionnelle cependant, jamais sauf entre 1957 et 1961 un seul parti n'a obtenu la majorité des sièges; de ce fait la R.F.A. a toujours été gouvernée par des coalitions. En particulier la petite F.P.D. a longtemps joui d'une position politique sans rapport avec sa force réelle, qui vers 1980 n'excédait plus de beaucoup les fatidiques 5%: mais elle était indispensable à toute combinaison gouvernementale, sauf à l'époque de la "grande coalition" C.D.U.-S.P.D. en 1966-1969. Avec ce résultat intéressant que jusqu'en 1998

¹ Je sais: personne n'y comprend rien. Imaginons un parti qui espère obtenir 20% environ des voix: il sait que, sur une liste de disons cinquante noms il y a très peu de chances qu'au-delà du douzième ils soient élus, sauf miracle. L'état-major place donc parmi les huit ou dix premiers de la liste les gens qu'il veut voir élire, et en queue de liste des candidats symboliques, des "compagnons de route" qui ne souhaitent pas être élus, et vers la dixième place, voire un peu plus bas dans la liste, des militants incontournables car populaires, dont il a besoin pour sa campagne, mais qu'il espère bien ne pas voir élus. Ce genre de petit jeu était classique en France aussi sous la IV^e République.

Le système allemand permet aux électeurs d'intervenir. Les plus populaires ou les plus courageux des membres de la liste, qu'ils y soient bien ou mal placés, et même certains recalés, se présentent par ailleurs aux élections territoriales; s'ils sont élus (grâce aux premières voix), ils siègent au *Bundestag* quelle que soit leur place sur la liste. Les moins populaires des membres de celle-ci, soient qu'ils aient été battus aux élections territoriales soit qu'ils n'aient pas osé s'y présenter, reculent d'autant de rangs qu'il y a d'élus qui s'imposent en tête de liste grâce aux premières voix: s'ils reculent trop, ils ne sont pas élus. Ce système dissuade les partis de présenter sur leurs listes trop de technocrates incapables de faire campagne, ce qui est l'un des grands défauts du scrutin de liste (dans ce type de scrutin l'ensemble de la campagne a tendance à reposer sur la tête de liste). Il aboutit à des stratégies inextricables de la part des électeurs, qui ne sont pas tenus de donner leurs deux voix au même parti.

² Mais les *lobbies* de réfugiés ont eu une grande influence jusqu'aux années 1980, surtout sur les gouvernements chrétiens-démocrates; en particulier, leur hostilité à la reconnaissance des frontières orientales de l'Allemagne (la ligne Oder-Neiße) explique en partie que celle-ci n'a eu lieu qu'en 1990.

aucune alternance politique n'a eu lieu à la suite d'élections: toutes ont résulté d'un changement d'alliance des libéraux entre deux scrutins...¹ Depuis les années 1980, les libéraux sont fortement concurrencés par les écologistes dans ce rôle de parti-charnière.

Ce système a un autre assez grave inconvénient: s'il rend la vie politique "officielle" fort policée, il n'offre guère d'autre choix que l'agitation de rue aux opposants les plus radicaux, ou tout simplement aux courants nouveaux, qui ont du mal à franchir l'obstacle des 5% ou celui des trois mandats. On l'a vu dans les années 1970 avec le développement d'une extrême-gauche "extraparlamentaire", passablement violente; j'y reviendrai aussi.

Enfin la R.F.A. possède une **Cour constitutionnelle** chargée de veiller au respect des principes démocratiques (et de régler les conflits entre le *Bund* et les *Länder*, ou entre *Länder*): sa légitimité est supérieure à celle du suffrage universel, dont on avait observé, vers 1932, qu'il n'aboutissait pas toujours à des choix judicieux. Elle est formée de juristes, qui ne sont pas élus mais nommés (par des élus évidemment), et siège à Karlsruhe; depuis 1969, elle peut être saisie par de simples citoyens. Elle peut décider d'interdire un parti politique si son programme est hostile à la démocratie: c'est ainsi qu'en 1952 elle a interdit un parti néo-nazi, la S.P.R.; en 1956, elle a interdit la K.P.D., mais le parti communiste allemand s'est reconstitué en avril 1969 sous le nom de D.K.P. En revanche la loi fondamentale allemande ne prévoit pas de référendums, sauf concernant les modifications des frontières des *Länder*: tout ce qui rappelle la démagogie hitlérienne est exclu.

Contrairement au Japon, l'Allemagne occidentale n'a pas été démilitarisée. Après l'échec en 1954 de la C.E.D. pour cause d'inconséquence française², une nouvelle **armée** allemande est apparue: la *Bundeswehr*. Les premières unités se sont constituées en 1956, année où le service militaire obligatoire a été rétabli (une armée de conscrits est censée être plus encline à la démocratie qu'une armée professionnelle). Cette armée a dû faire face à des contestations perpétuelles, entre autres à des interrogations insistantes sur le rôle de certains de ses officiers entre 1933 et 1945. Et puis l'antimilitarisme était très fort dans la société ouest-allemande: depuis 1959, il existe un statut d'objecteur de conscience, très libéral. Jusqu'en 1990 l'armée ouest-allemande s'interdisait toute intervention hors des frontières du pays; bien entendu, l'Allemagne ne possède aucun armement atomique (les chrétiens-démocrates ont lancé quelques ballons d'essai en ce sens dans les années 1950, mais le tollé a été général en R.F.A. comme à l'étranger).

B) L'évolution politique.

Les quinze premières années de la R.F.A. furent marquées par la **domination écrasante de la C.D.U. et de la C.S.U.**, alliées à la F.P.D.: la C.D.U.-C.S.U. ne cessa de gagner du terrain jusqu'au début des années 1960, elle obtint même 50,2% des voix, et la majorité absolue des sièges, aux législatives de 1957. L'époque était marquée aussi, bien sûr, par la forte personnalité du chancelier Konrad **Adenauer**, vieux Rhénan catholique, à peu près à l'exact opposé du personnel politique de l'Allemagne wilhelmienne comme de celui de l'Allemagne nazie. Il avait à ses côtés, au ministère de l'Économie, une autre forte personnalité, le Bavarois Ludwig **Erhard** (1897-1977). C'était un universitaire, un économiste; il avait été ministre de l'économie de la Bavière et conseiller des troupes d'occupation américaines, puis directeur de l'administration économique de la bizonie; puis il avait été le père de la réforme monétaire de

¹ En 1969, ce fut carrément dans la nuit suivant les élections législatives – voyez plus bas.

² Voyez le cours sur les inconséquents, au chapitre 15.

1948. Il pilotait l'économie allemande selon le principe de l'**économie sociale de marché** (*Sozialmarktwirtschaft*), c'est-à-dire d'un libéralisme fermement affiché, mais qui n'avait rien de sauvage: il acceptait le principe de l'intervention de l'État dans l'économie, car le jeu des forces du marché devait être ordonné, et surtout celui de la redistribution des fruits de la croissance; cependant il n'y avait pas de planification comme en France, et il n'était pas question de toucher aux structures de l'économie capitaliste. L'opinion, guérie de l'étatisme par le désastre nazi et la comparaison avec la situation en R.D.A., était satisfaite, à l'exception des socialistes.

C'était au grand désarroi de Schumacher, pour qui Adenauer n'était que "le chancelier des Alliés". Schumacher était un homme respectable et prestigieux, mais dépassé: les Allemands ne voulaient pas entendre parler du dirigisme d'État qu'il appelait de ses vœux; sa rhétorique marxisante ne passait plus dans une opinion presque unanimement anticommuniste. Et puis il incarnait l'aventure, et Adenauer incarnait la stabilité¹. Ce ne fut qu'en 1959, sept ans après sa mort, qu'au **congrès de Bad Godesberg** la S.P.D. se décida à abandonner ses références platoniques au collectivisme et à se convertir ouvertement à la social-démocratie, c'est-à-dire à la gestion de la société capitaliste. Elle se rallia officiellement à la propriété privée, à l'économie de marché, à la libre concurrence, à la libre initiative des entrepreneurs, bref, à l'économie sociale de marché. Elle abandonna son ouvriérisme: elle n'était plus désormais le parti d'une classe sociale; elle rompit avec un siècle de marxisme, progressivement radicalisé pour faire pièce à la concurrence communiste, et entreprit de se référer à un socialisme "démocratique, ancré dans l'éthique chrétienne, dans l'humanisme et dans la philosophie classiques". L'année suivante elle se rallia aux positions pro-européennes et atlantistes d'Adenauer. Dans un premier temps cela ne lui valut guère de succès: le successeur de Schumacher, Erich Ollenhauer (1901-1963), était encore trop marqué à gauche.

Les choses commencèrent à aller moins bien pour les chrétiens-démocrates au début des années 1960. Adenauer gouvernait de manière trop autoritaire, s'entourant d'amis personnels et de hauts fonctionnaires. Très âgé, il avait de plus en plus de difficultés à assumer sa charge, mais il ne voulait pas partir: en 1959 il refusa le poste de président de la République. En 1961, son propre parti parvint à le pousser en douceur vers la sortie: il le soutint une nouvelle fois aux législatives fédérales, qu'il remporta (avec 45% des voix "seulement"), mais contre la promesse d'une démission à mi-mandat — chose faite en octobre 1963, à quatre-vingt-sept ans. Les dernières années laissèrent une impression de malaise: il y eut notamment en octobre 1962 une "affaire du Spiegel", une sombre histoire de perquisition musclée au siège du magazine, coupable d'avoir publié un article critiquant les manœuvres de l'O.T.A.N. Adenauer fut remplacé par **Erhard**, qui jouissait d'une grande popularité en tant que père du "miracle économique allemand" (voyez la partie suivante). Mais c'était un technicien que la politique ennuyait, et qui manquait d'autorité et d'esprit de décision; il échoua complètement, d'autant qu'Adenauer, demeuré à la tête de la C.D.U., lui menait la vie dure. Il remporta certes les élections de 1965, avec 48% des voix pour l'ensemble C.D.U.-C.S.U., mais il était de plus en plus contesté, en particulier pour un projet de loi sur l'état d'urgence qui fut jugé liberticide; il échoua même à juguler une petite crise conjoncturelle de surchauffe en 1966. Les libéraux se retirèrent de la coalition au pouvoir pour ne pas avoir à cautionner des mesures interventionnistes: ce qui entraîna, en novembre 1966, la démission du chancelier, renvoyé à ses chères études par la classe politique.

¹ En particulier, en 1948 la S.P.D. s'était opposée à la création d'une R.F.A. sur les trois seules zones occidentales: à l'heure du coup de Prague et du blocus de Berlin, elle espérait encore une réunification dans la démocratie. Beaucoup d'Allemands, qui se rappelaient qu'en R.D.A. les communistes avaient gobé la S.P.D. locale en quelques mois, s'inquiétaient de cet angélisme.

En matière de politique extérieure, durant toutes ces années la R.F.A. fut évidemment **une alliée très proche des États-Unis**, non seulement par anticommunisme mais aussi par désir d'effacer progressivement les réticences des Occidentaux envers un retour de l'Allemagne sur la scène diplomatique, et de récupérer une véritable indépendance. Adenauer multipliait les voyages aux États-Unis, les déclarations atlantistes et les professions de foi antisoviétiques, usant à l'occasion d'un vocabulaire religieux (« Dieu a chargé l'Allemagne de la tâche de sauver l'Europe occidentale et la chrétienté occidentale »); il refusait toute reconnaissance de la "soi-disant R.D.A." (voyez plus haut)¹. Effectivement, en 1951 il obtint d'être autorisé à créer un ministère des Affaires étrangères, et en mai 1955 il fit entrer son pays dans l'O.T.A.N. et obtint la reconstitution d'une armée ouest-allemande, tandis que le statut d'occupation devenait caduc (voyez plus haut également). Au début des années 1960, le raide vieillard commençait à être quelque peu dépassé par la détente, comme il dut le constater lors de la crise du mur de Berlin, en juillet 1961 (voyez au chapitre 6): les Anglo-Saxons, soucieux de stabilité en Europe, refusèrent les contre-mesures qu'il réclamait, notamment un blocus économique de l'U.R.S.S.

En même temps, **l'Allemagne occidentale, contrairement à la R.D.A., assumait pleinement la culpabilité héritée du nazisme**: en 1952 Adenauer signa un accord de réparation avec Israël, en 1960 il rencontra Ben Gourion, le premier ministre israélien, à New York². Par ailleurs **Adenauer s'engagea fortement dans la construction européenne et dans la réconciliation franco-allemande**. En 1962, il se rendit en France et de Gaulle lui rendit la politesse; en janvier 1963, les deux pays signèrent un traité qui prévoyait des consultations régulières entre chefs de gouvernements, ministres et chefs d'état-majors des deux pays, et l'institution d'un Office franco-allemand pour la Jeunesse afin d'éduquer les nouvelles générations dans un esprit de paix³.

Erhard fut encore plus atlantiste si possible; il était par ailleurs bien moins sensible à la réconciliation avec la France: exaspéré par les fougades de De Gaulle, il sabota l'application du traité franco-allemand, le testament d'Adenauer, et tenta d'obtenir le départ des troupes françaises après le retrait de la France de l'O.T.A.N.

III-Le miracle économique allemand et ses conséquences sociales.

On va vite, d'accord?

La rapidité de la reconstruction de l'Allemagne (comme des deux autres grands vaincus, l'Italie et le Japon) a surpris le monde entier. On avait oublié que c'était la première puissance industrielle européenne depuis au moins trois quarts de siècle, et que la défaite n'avait pas rendu d'un coup les patrons stupides, les ingénieurs ignares ni les ouvriers analphabètes — au contraire, les Allemands, désireux de voir renaître leur pays de ces cendres, et plus particulièrement les millions de réfugiés de l'est qui avaient tout perdu, firent preuve d'une extraordinaire ardeur au travail. De plus, comme le j'ai souligné plus haut, les destructions avaient été limitées; et puis l'Allemagne occidentale était désormais intégrée à des ensembles très

¹ Il se rendit cependant en visite officielle à Moscou en septembre 1955.

² Le souci de l'image de la nouvelle Allemagne en ce domaine alla assez loin: à titre d'anecdote, j'ai noté que non seulement on reconstruisit à Bonn, en 1959, face au ministère des Affaires étrangères, une synagogue détruite par les nazis, mais que l'on rebaptisa la rue *Tempelstraße*. Autrement dit, jusqu'au retour des ministères à Berlin le "quai d'Orsay" allemand s'appelait "rue de la Synagogue"...

³ Sur la réconciliation franco-allemande, voyez aussi le cours sur la France, au chapitre 16.

dynamiques, la C.E.E. et l'Occident, la situation politique était stable et un large consensus régnait dans la population sur l'"économie sociale de marché" et l'ouverture au monde.

L'économie redémarra très vite malgré certaines difficultés initiales¹; le "miracle" fut sensible dès les **années 1950**, en particulier au moment du boom économique lié à la guerre de Corée (à partir de 1952), dont la R.F.A. profita énormément. De 1949 à 1958, la croissance fut de 8% par an; la production industrielle augmenta de 115%, le commerce extérieur de 460%, et le revenu national de 140%; le tout pratiquement sans inflation (elle s'éleva à 17,7% entre 1950 et 1958) ni chômage (il y avait quatre cent mille chômeurs en 1959). Les exportations explosaient, d'autant plus que le niveau de consommation était encore relativement bas (en 1960, la R.F.A. assurait 8,5% des importations et 10% des exportations mondiales); l'or et les devises affluaient dans les caisses de la *Bundesbank*. Après des difficultés d'ordre politique au début des années 1950, liées au mauvais souvenirs des *Konzernen* de l'entre-deux-guerres (la législation était désormais drastique), le mouvement de concentration des entreprises reprit; une partie du pléthorique secteur privé hérité de l'époque nazie fut privatisé, notamment la firme automobile Volkswagen. L'Allemagne demeurait **un pays très industriel** (en 1960, l'industrie contribuait pour 56% à la formation du revenu national brut, et le secteur secondaire employait 48% des actifs). Les charbonnages et les textiles étaient déjà un peu à la traîne, mais la **sidérurgie** retrouva en 1956 les chiffres de production de 1936 (qui concernaient un pays deux fois plus étendu), l'**électricité** et la **chimie** étaient en pleine forme. Les deux secteurs les plus dynamiques étaient l'**automobile** et le **logement**, tiré par la reconstruction du pays: la crise du logement, dont on prévoyait qu'elle durerait au moins deux générations, se résorba en dix ans. La Ruhr perdit de sa prépondérance tandis que d'autres régions industrielles se développaient, notamment les vallées du Main et de la Neckar.

L'**agriculture** en revanche était en crise: les exploitations de ces régions de l'Allemagne, toutes petites (d'autant qu'une réforme agraire avait eu lieu dans l'immédiate après-guerre), n'étaient plus rentables. Le gouvernement décida d'aider les agriculteurs par une politique de stockage et de contrôle des importations, puis, à partir de 1955, de réforme des structures et de rationalisation de la production, ainsi que de subventions, de réduction des taux d'intérêt et de crédit agricole. Malgré tout, la part du secteur primaire dans la population active tomba de 10% en 190 à 4% en 1967, et celle du revenu agricole dans le revenu national brut, de 25% en 1950 à 10% en 1967. À cette date, la politique agricole commune de la C.E.E. avait déjà commencé à prendre le relais; mais l'Allemagne, contrairement à la France, ne se conçoit plus comme un pays agricole.

Sur cette lancée, dans **les années 1960** l'Allemagne occidentale dépassa la France: selon les clichés de l'époque, elle était devenue "un géant économique" mais demeurait "un nain politique". Le marché du travail était de plus en plus tendu, aussi la R.F.A. commença à faire appel à l'**immigration**, surtout en provenance de Turquie, un pays qui avait des liens avec l'Allemagne depuis le temps du *Bagdadbahn*, et de Yougoslavie. Il y avait déjà un million trois cent mille travailleurs émigrés (*Gastarbeiter*) en 1966. Comme cela ne suffisait pas, les entreprises durent faire un effort de **productivité**, tandis que les salaires explosaient (ils augmentèrent de 93% de 1958 à 1967). La croissance tomba à 5,7% par an de 1959 à 1968, un chiffre encore très respectable. Le charbon entra en crise; en revanche les transports et les équipements collectifs rattrapèrent le temps perdu. Il y eut quelques tensions inflationnistes, dues essentiellement à l'afflux de capitaux étrangers — le mark commença à être régulièrement réévalué par rapport aux autres monnaies, notamment en 1961 et en 1969. La crise économique des **années 1970** toucha beaucoup moins l'Allemagne occidentale que les autres pays occidentaux: la R.F.A. put se permettre de vivre sur les excédents accumulés, et tira parti de la

¹ Les prix augmentaient alors que les salaires étaient bloqués: il y eut une grève générale très suivie en novembre 1948, et de nouvelles difficultés dans l'hiver 1950-1951.

très grande technicité de ses entreprises et la très grande qualité des produits allemands, d'autant que les nouveaux pays industrialisés n'étaient qu'à l'aube de concurrencer l'Europe et l'Amérique.

Le miracle économique a donné aux Allemands de l'ouest plus de **prospérité** qu'ils n'en avaient jamais eu dans leur Histoire. Ce sont une nouvelle civilisation matérielle, une nouvelle société qui ont émergé en quelques années, tournant le dos à l'essentiel du passé récent de l'Allemagne, mais en référence constante (positive le plus souvent, négative parfois) à l'Amérique. C'est une civilisation profondément occidentale (30% des Allemands parlent couramment anglais!), ouverte au monde, cosmopolite (grâce à la télévision, mais aussi aux voyages: les Allemands ont été parmi les premiers Européens à pratiquer le tourisme de masse à l'étranger notamment, en France, en Grèce et en Espagne). C'est aussi une civilisation très matérialiste (les Églises sont en recul, malgré des chiffres à peu près stables d'inscriptions aux différentes confessions¹), une société individualiste, hédoniste, malgré le maintien d'une culture du travail, du sérieux, du civisme.

La prospérité explique beaucoup de choses quant à la vie politique: la réussite de la démocratie en Allemagne est éclatante, évidente... Encore que le processus d'implantation des valeurs démocratiques dans les esprits a été plus long qu'on ne pourrait l'imaginer: les sondages montrent qu'en 1957 15% des Allemands se déclaraient encore disposés à voter pour un parti se réclamant du nazisme; en 1962, 32% exprimaient une opinion négative quant à la Résistance antihitlérienne, contre 29% d'opinions positives... Il a fallu aussi tout un processus d'éducation à la démocratie, par l'école et les médias notamment — et puis tout simplement la disparition progressive de la génération qui avait connu la triomphale ascension de Hitler et avait été marquée par ses succès.

L'un des aspects essentiels de l'économie sociale de marché est la **cogestion** de l'économie. Les premiers accords entre le gouvernement Adenauer et la centrale syndicale ultramajoritaire, la *deutscher Gewerkschaftsbund* (D.G.B., apparue en octobre 1949)², datent de 1951; en 1952 une loi a introduit la cogestion paritaire dans toutes les grandes entreprises, avec 30% des sièges pour les syndicats aux conseils d'administration. La loi a été modifiée en 1976 dans un sens favorable aux syndicats. Du fait de la cogestion, il y a relativement peu de grèves en Allemagne (il y en a eu quant même une flambée en 1971), et elles se terminent plus souvent qu'en France par des compromis: la culture syndicale allemande est réformiste, raisonnable — certains l'accusent de participer au conservatisme ambiant, éclairé ou non. Les syndicats allemands sont devenus de véritables Empires économiques, par le biais de leurs œuvres sociales, des logements qu'ils gèrent, des importants portefeuilles d'actions qu'ils possèdent.

La **protection sociale** a été organisée par la "loi d'égalisation des fardeaux" (ou "de péréquation des charges") d'août 1952, qui visait d'abord à intégrer les réfugiés et les autres victimes de la guerre, au départ par le biais d'un impôt sur le capital. Elle devint rapidement l'une

¹ L'Allemagne n'est pas un État laïc — elle a d'autant moins de chances (?) de le devenir un jour que c'est le nazisme qui a enlevé les croix des salles de classe et des tribunaux. Dans l'Allemagne d'aujourd'hui, les croyants paient un impôt d'Église, destiné à assurer l'entretien des lieux de culte et la subsistance du clergé: il équivaut à 8 à 10% de l'impôt sur le revenu. Cet impôt est évidemment volontaire: il faut s'inscrire sur les listes d'une confession. Il y a par ailleurs un enseignement religieux à l'école, sauf en cas de refus de la famille; l'I.V.G., autorisée depuis l'époque de Willy Brandt, est très sévèrement réglementée.

² Elle est dominée par des membres de la S.P.D., mais ce n'est pas une centrale partisane comme la C.G.T. française des années 1950 à 1980; on y trouve aussi des militants et des cadres démocrates-chrétiens. Le principal syndicat de branche, celui de la métallurgie, s'appelle I.G. Metall.

des meilleures du monde; les inégalités de revenus ne se sont pas résorbées, mais comme la prospérité était générale cette situation était bien supportée.

IV-L'après-Adenauer.

À la chute de Erhard en novembre 1966, après un mois d'hésitations la C.D.U.-C.S.U. décida de se passer de la F.P.D., partenaire de plus en plus exigeant mais électoralement de plus en plus faible, et passa un accord de "**grande coalition**" avec la S.P.D. sous l'égide du nouveau chancelier, Kurt Georg **Kiesinger** (1904-1988), un chrétien-démocrate, le ministre-président (c'est-à-dire le chef de l'exécutif régional) du Bade-Wurtemberg. Kiesinger fut préféré au "taureau bavarois", Franz-Josef Strauss (1915-1988), le patron de la C.S.U., trop autoritaire et trop à droite (il était ministre des Affaires étrangères au moment de l'affaire du *Spiegel*). Après le protestant Erhard, de nouveau c'était un catholique qui gouvernait l'Allemagne; il avait été président de la commission des Affaires étrangères du *Bundestag*. Ce fut une période de transition, l'occasion surtout pour la S.P.D. de faire l'apprentissage du pouvoir et d'établir en coulisses des contacts avec la F.P.D. Les législatives de septembre 1969 reconduisirent la "grande coalition" avec une nette avance pour la C.D.U.-C.S.U. (46% des voix contre 43% pour la S.P.D.), mais dans la nuit même le leader de la S.P.D., Willy Brandt, passa un accord de gouvernement avec la F.P.D., qui n'avait eu que 6% des voix...

Il y eut quand même **une sérieuse alerte**: un parti néo-nazi, la N.D.P. (*National-demokratische Partei Deutschlands*) obtint 4,7% des voix aux législatives fédérales de 1969. Ce résultat inquiétant faisait suite à toute une série de succès à l'échelon des *Länder*: 4,6% des voix à Hambourg en mars 1966; 7,4% en Bavière en novembre de la même année, 7,8% en Hesse, etc. Dans certaines villes **l'extrême-droite obtenait jusqu'à 15% des voix** aux municipales... "L'autre Allemagne" était-elle en train de se réveiller? Fort heureusement ce fut sans lendemain, aux législatives fédérales de 1972 la N.D.P. n'obtint que 0,6% des voix: c'était un feu de paille protestataire (lié en particulier au mécontentement des *Aussiedler*, notamment ceux des Sudètes, et aussi à un certain ralentissement de la croissance)¹. Mais cela illustrait bien le danger de ce type de situation politique où tous les grands partis de gouvernement sont au pouvoir, ce qui pousse les mécontents en direction des extrêmes². À la même époque, à

¹ **Note sur l'extrême-droite allemande** (gardez en mémoire quand même que ça n'a pas du tout la même importance que dans l'entre-deux-guerres!): dès 1946, les nostalgiques avaient intégré la D.R.P., qui en théorie faisait allégeance à la démocratie; elle eut des députés au premier *Bundestag*, car la règle des 5% n'avait pas encore été introduite, mais l'année suivante les néo-nazis s'en détachèrent. D'autres groupuscules fleurirent, sans poids politique; tout ce beau monde se fédéra en 1951 en une S.R.P. (*Sozialistische Reichspartei*), interdite par la Cour suprême en 1952. La D.R.P. survécut, très affaiblie, et se nazifia à son tour; en novembre 1964 elle devint la N.P.D. Mais l'extrême-droite partisane était faible: cette mouvance s'activait surtout par le biais de la presse. Elle évolua: elle se rallia progressivement à une idéologie national-européenne et anticommuniste, en liaison avec les autres extrême-droites européennes – il s'agissait aussi d'un retour à la vieille idéologie *völkisch*, *Blut und Boden*, bien antérieure au nazisme. Elle réclamait le retour aux frontières de 1937 et entretenait la nostalgie de l'"ordre" qui régnait à l'époque nazie; les références idéologiques au nazisme étaient de l'ordre du double sens et du clin d'œil, selon des techniques bien illustrées depuis en France par Jean-Marie Le Pen.

² Le même phénomène s'est reproduit dans les années 1990 en Autriche, pays gouverné depuis plusieurs décennies par une "grande coalition". Il a abouti à l'entrée de l'extrême-droite au gouvernement en 2000: elle est légèrement plus présentable que la N.P.D., mais elle a obtenu 28% des voix!

l'extrême-gauche, on commençait à beaucoup parler de **l'"opposition extra-parlementaire"** (A.P.O.), c'est-à-dire de la mouvance gauchiste, dont la principale figure était Rudi Dutschke. Il y eut pas mal d'agitation dans les universités, et même un mort dans une manifestation contre une visite officielle du shah d'Iran en juin 1967, mais rien de comparable au Mai soicante-huit français; le mouvement commença à s'essouffler, lui aussi, vers 1969.

Le nouveau chancelier **Willy Brandt** (1913-1992) était né à Lübeck sous le nom de Herbert Frahm. Fils naturel d'une jeune ouvrière, plus tard devenue vendeuse, il fut élevé par un grand-père social-démocrate militant, ancien valet de ferme dans le Mecklemburg: autrement dit dans les traditions les plus orthodoxes du socialisme allemand. Il fit de bonnes études et devint journaliste. À la fin de la période de Weimar il quitta la S.P.D. pour un groupe plus radical, la S.A.P. (voyez au chapitre 2). Il s'exila en Norvège en avril 1933; ce fut à l'occasion d'un bref séjour clandestin à Berlin, en 1936, qu'il prit le pseudonyme de Willy Brandt, qu'il ne quitta plus. En 1940 il se réfugia en Suède; il était désormais citoyen norvégien. Il combattit dans les troupes alliées: on lui reprocha à l'occasion, plus tard, d'avoir fait la guerre sous un uniforme étranger... Pourtant il revint en Allemagne en 1945. Il représenta Berlin au *Bundestag* en 1949, puis il remplaça Reuter à la mairie de 1957 à 1966: la crise du mur de Berlin lui assura une renommée mondiale. Candidat malheureux à la chancellerie fédérale en 1961 et en 1965, il fut ministre des Affaires étrangères de 1966 à 1969. Il symbolisait une nouvelle génération de sociaux-démocrates, plus modernes, moins doctrinaires; en même temps, son impeccable *pedigree* lui assurait une forte légitimité à gauche.

Dès 1963, tirant les leçons de l'inaction des Occidentaux lors de la crise diplomatique de juillet 1961, et plus largement de la détente, il élaborait une nouvelle politique vis-à-vis de la R.D.A. et de l'Empire dont elle faisait partie (l'U.R.S.S., mais aussi la Pologne avec laquelle le contentieux était spécialement lourd): *l'Ostpolitik*, qu'il commença à appliquer à l'époque de la grande coalition (avec un recul dans les mois suivant l'invasion de la Tchécoslovaquie par les armées du pacte de Varsovie en août 1968), et surtout lorsqu'il devint chancelier. L'idée directrice de Brandt était "le changement par le rapprochement": il n'était absolument pas question de reconnaître une quelconque légitimité au régime communiste ni à l'occupation soviétique¹, mais il fallait en revanche établir le minimum de contacts nécessaires pour parvenir à faire sortir la R.D.A. de son isolement, afin d'abord d'améliorer le sort matériel des Allemands de l'est, ensuite de déstabiliser le régime de Pankow.

Il y eut toute une série de voyages spectaculaires, des gestes de réconciliation (en décembre 1970, Brandt s'agenouilla devant le monument aux martyrs juifs à Varsovie). La R.F.A. signa des traités avec l'U.R.S.S. et la R.D.A. en 1970, avec la Tchécoslovaquie en juin 1973 — mais elle refusa toujours de reconnaître la frontière Oder-Neiße et le *statu quo* à Berlin (où l'accord quadripartite de septembre 1971 gela la situation). En décembre 1972, ce fut la **reconnaissance mutuelle de la R.F.A. et de la R.D.A.**, l'échange en janvier 1973 de représentants permanents (et non d'ambassadeurs: les deux pays continuaient à considérer que la désunion de l'Allemagne était une anomalie) et l'entrée des deux Allemagnes à l'O.N.U., en

¹ Du moins en principe... Certains commentateurs et historiens insistent beaucoup sur la compréhension, voire la sympathie de certains sociaux-démocrates allemands pour le communisme en cette période de contestation de l'Occident. Il me semble que ces ouvrages sont rétrospectivement influencés par l'affaire Guillaume: la présence d'un espion dans l'entourage du pouvoir, et éventuellement la fascination de certains pour ce qu'ils étaient censés combattre, ne remettent pas en cause l'orientation générale de la politique gouvernementale, de même qu'en France la présence de l'espion Charles Hernu et de quatre ministres communistes dans les premiers gouvernements socialistes des années 1980 n'a pas eu d'influence sur l'atlantisme de ces gouvernements.

septembre 1973¹. L'U.R.S.S. devint rapidement un partenaire économique majeur de la R.F.A. Ce processus s'inscrivait dans le cadre de la détente entre les deux blocs, alors à son apogée, et déboucha sur les accords d'Helsinki en 1975; mais à cette date Brandt avait déjà quitté le pouvoir.

La tactique de Brandt réussit remarquablement. En 1988, cinq millions d'ouest-allemands se rendirent en R.D.A., contre quelques milliers par an avant 1972. Leur simple présence, et l'étalage de leur niveau de vie, décrédibilisèrent complètement le communisme: voyez au chapitre 6.

À l'intérieur, il n'y eut rien de très nouveau, en partie à cause de la présence des libéraux au gouvernement, sauf une extension des pouvoirs des comités d'entreprises, en 1972, et une série de lois libéralisant les mœurs: en matière d'homosexualité l'on se décida enfin à modifier la législation wilhelmienne, qui avait été rétablie telle quelle en 1945; le système pénitentiaire fut réformé; on promut l'égalité entre les hommes et les femmes. Cependant le gouvernement dut affronter, dans la lignée de l'A.P.O., une **montée de la contestation**, nourrie par la culpabilité de la "génération des enfants", lesquels demandaient bruyamment des comptes à leurs parents pour ce qu'ils avaient fait à l'époque du nazisme: forme spécifiquement allemande du "conflit des générations" de l'époque. Pour les premiers attentats de la "bande à Baader", voyez un peu plus bas. En 1972, la fonction publique fut épurée de ses éléments extrémistes ou supposés tels (de gauche essentiellement), ce qui souleva une tempête de protestations. Les journaux conservateurs du trust d'Axel Springer², notamment la *Bild Zeitung*, premier quotidien de R.F.A. pour le tirage sinon pour la qualité, lancèrent de très violentes campagnes contre les contestataires: d'où de fortes tensions.

Brandt, qui avait reçu le prix Nobel de la paix en 1971 pour sa contribution à la détente, remporta triomphalement les élections de novembre 1972: avec 46% des voix, pour la première fois la S.P.D. dépassait la C.D.U.-C.S.U. qui en obtenait 45%. Pourtant il dut démissionner en mai 1973 lorsque l'on découvrit que l'un de ses proches collaborateurs, **Günther Guillaume**, était une "taupe" des services secrets est-allemands³. Il demeura à la tête de la S.P.D. jusqu'en 1987; il appuyait plutôt la gauche du parti, les courants les plus pacifistes et les plus sensibles à la thématique écologiste, et critiquait le "centrisme" de son successeur Helmut Schmidt. En 1976 il prit la tête de l'Internationale socialiste (celle de 1889) et la conserva jusqu'à sa mort.

Helmut **Schmidt** était né en 1918 à Hambourg, où son père était professeur. Il avait fait la guerre dans l'aviation allemande, puis avait étudié l'économie et les sciences politiques. Député depuis 1953, sénateur de Hambourg de 1962 à 1965, de nouveau député, président du groupe parlementaire socialiste au *Bundestag* de 1967 à 1969, c'était un homme d'appareil, et aussi un spécialiste des questions de défense: il avait été ministre de la Défense de 1969 à 1972, puis de l'Économie. Bien moins brillant que Brandt, il avait une image plus sérieuse⁴. Il permit à son parti de remporter les législatives de 1976 et de 1980, de justesse. Il poursuivit l'*Ostpolitik*,

¹ Voyez les détails au chapitre 6, en note.

² Le trust Springer a contrôlé jusqu'à 80% des quotidiens de la presse quotidienne nationale.

³ Parmi les millions d'Allemands qui se réfugièrent en R.F.A. dans les années 1940 et 1950, la R.D.A. avait glissé un certain nombre d'agents dits "dormants": durant plusieurs années, plusieurs décennies pour certains, ils n'avaient pas d'activités de renseignement, mais ils en profitaient pour s'intégrer complètement dans la société ouest-allemande et se rapprocher le plus possible du pouvoir. Alors leurs services les "réveillaient", selon leurs besoins... Ainsi Guillaume, qui au moment de son arrestation avait le grade de colonel de l'armée est-allemande, avait mené en apparence une existence des plus ordinaires de militant social-démocrate.

⁴ Brandt avait en particulier une réputation d'"homme à femmes".

entretint d'excellentes relations avec Valéry Giscard d'Estaing: les deux hommes contribuèrent à relancer le processus de construction de l'Europe (le S.M.E. naquit en 1979; la même année, pour la première fois le Parlement européen fut élu au suffrage universel).

Il dut affronter le **terrorisme de la R.A.F.** (la *Rote Armee Fraktion* ou "Fraction Armée rouge"), sur lequel je voudrais m'arrêter un peu plus longuement pour finir. Ce groupe extrémiste s'était constitué à la fin des années 1960, dans la mouvance de la contestation radicale d'extrême-gauche — celle-ci avait été sans doute plus violente encore en Allemagne qu'en France, tant parce que la prospérité repue de la société allemande était insupportable à certains de ses enfants que parce que l'Histoire nationale était particulièrement difficile à assumer. C'était une contestation beaucoup plus politique, plus doctrinaire que le Mai soixante-huit français; en particulier, elle avait beaucoup moins de liens avec les luttes sociales et syndicales (les syndicats allemands étaient plutôt conformistes en politique, je l'ai noté plus haut; en R.F.A. en 1968, il n'y eut rien de comparable à la crise sociale qui secoua la France en même temps que la crise étudiante).

Les principaux fondateurs de la R.A.F. étaient Andreas **Baader** (1943-1977; les médias français, par analogie avec la "bande à Bonnot"¹, parlaient de la "bande à Baader"), Ulrike Meinhof (1934-1976), Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe. À partir de 1970 la R.A.F. commença à s'attaquer à des personnels des troupes américaines stationnées en Allemagne; c'était l'époque de la contestation de la guerre du Vietnam. Ces attentats, une trentaine au total, firent quatre morts. Le noyau dur de la R.A.F. fut arrêté en juin 1972; il y eut une grande campagne d'opinion en leur faveur². À l'issue de leur procès en avril 1977, ils furent condamnés à la détention à perpétuité, sauf Meinhof qui s'était suicidée dans sa cellule. Une partie de cette mouvance, un noyau dur d'une vingtaine de personnes plus une centaine tout au plus de sympathisants actifs, continua le terrorisme, s'attaquant désormais à des cibles allemandes. Ils assassinèrent le procureur général de la République et deux de ses collaborateurs en avril 1977, le président de la Dresdner Bank en juillet (le commando était dirigé par sa propre nièce).

En septembre ce fut l'**enlèvement de Hans-Martin Schleyer**, le "patron des patrons" ouest-allemand, chrétien-démocrate mais surtout ancien nazi et ancien S.S. L'enlèvement fit quatre morts, Schleyer fut enfermé dans une soi-disant "prison du peuple" en attente d'un "jugement". Six semaines après, un boeing de la Lufhansa était détourné à Palma de Majorque³, avec quatre-vingt-six passagers à bord, par des Palestiniens qui exigèrent la libération des chefs de la R.A.F.: les liens de celle-ci avec le terrorisme international apparaissaient au grand jour⁴.

¹ Composée en principe d'anarchistes, elle s'illustra surtout par des hold-up, qui étaient théoriquement des "expropriations" en vue de la lutte de classes: c'était à Paris vers 1911 (voyez le cours sur la France, au chapitre 6). Les médias conformistes ont tendance à confondre violence politique et banditisme... pas toujours à tort d'ailleurs, notamment dans le cas de la bande à Bonnot, mais dans le cas de la R.A.F. ce n'était pas justifié.

² Sartre, qui avait un sens très sûr des pires âneries politiques à commettre, leur rendit visite dans leur prison de Stuttgart en 1974; à sa sortie, il exigea de meilleures conditions de détention pour ces "prisonniers politiques" de la bourgeoisie. En septembre 1977, Jean Genet, qui avait au moins l'excuse d'une enfance difficile, défendit leur combat dans les colonnes du *Monde*, quotidien souvent assez mal inspiré lui aussi à cette époque.

³ Capitale du tourisme de masse allemand — 5% des résidents majorquins sont des Allemands, et l'été la côte sud de la pauvre île n'est qu'une grand boîte de nuit allemande...

⁴ Ils étaient revendiqués, au nom du front uni des opprimés contre les oppresseurs. Ce qui ne l'était pas en revanche, et n'est connu en détail que depuis la chute du mur de Berlin, c'étaient les liens de tous ces gens (et aussi du Venezuelien "Carlos", etc...) avec les services secrets de

Le détournement fut un échec: des commandos de choc allemands y mirent fin sur l'aéroport de Mogadiscio, en Somalie, en octobre. Le lendemain, les chefs historiques de la R.A.F. se suicidèrent grâce à des armes passées par leurs avocats¹: l'extrême-gauche tenta de faire croire à un meurtre. Encore un jour plus tard, on retrouva le corps de Schleyer à Mulhouse, accompagné d'un communiqué qui comprenait notamment ces phrases: « nous avons mis fin à l'existence misérable et corrompue de Hans-Martin Schleyer (...). Le combat ne fait que commencer. Liberté grâce au combat anti-impérialiste armé ».

L'ambiance était très lourde en R.F.A.: ce furent des "années de plomb", selon l'expression forgée pour désigner cette période en Italie, pays qui avait connu un phénomène terroriste du même genre avec les Brigades rouges. La police eut la main lourde et toute l'extrême-gauche eut des ennuis, voire même une partie de la gauche parlementaire: contrôles policiers, écoutes téléphoniques, mesures sécuritaires diverses... Au total, le consensus démocratique en sortit renforcé: les partisans de la violence politique demeurèrent peu nombreux et isolés². Mais cet épisode contribua à figer sur ses positions une mouvance "alternative" totalement coupée de la société allemande, avec ses propres valeurs, sa propre sociabilité, ses propres magasins, etc... Elle était nettement plus puissante et surtout nettement plus activiste qu'en France et aux États-Unis (elle avait de fortes positions même chez les *Jusos*, les jeunes de la S.P.D.); c'est elle notamment qui a constitué le noyau dur du mouvement vert lorsqu'il a commencé à se structurer à la fin des années 1970³, c'est elle aussi qui a constitué le fer de lance

l'Est, et notamment, pour la R.A.F., avec ceux de la R.D.A., régime "stalinien" qu'ils étaient censés détester, mais qui en fait les finançait, les entraînait et les abritait. À l'époque, ceux qui évoquaient ces liens se faisaient traiter au mieux d'intoxiqués par les aventures de Smiley et de Buck Danny, au pire de vendus à l'impérialisme: la compréhension et la compassion pour ces extrémistes "progressistes" étaient immenses dans les gauches françaises et allemandes, même modérées.

¹ On comptait parmi eux (je ne sais s'il a passé des armes) Me Vergès, que l'on retrouve toujours dans ce genre d'affaire depuis 1975 environ. Ce Français d'origine indochinoise, frère du leader du Parti communiste réunionnais, est un personnage mystérieux: il y a un "trou" de cinq ans dans sa biographie, de 1970 à 1975, et certains le soupçonnent d'avoir passé ces années dans le Cambodge des Khmers rouges. Il est encore en activité aujourd'hui: c'est un très brillant avocat, unanimement respecté dans la profession. Ses plaidoieries sont très politiques, mais ses arguments sont loin d'être toujours méprisables, comme lorsqu'à l'occasion du procès du collaborateur Maurice Papon, à Lyon en 1997-1998, il a souligné que la notion de "crime contre l'humanité" pouvait très bien s'appliquer à ce que la France avait fait en Algérie entre 1954 et 1962...

² Quelques individus ont continué l'action terroriste: ce fut la "troisième génération" de la R.A.F., contemporaine d'Action directe en France. Elle a notamment assassiné un chef d'entreprise munochois en 1985, un dirigeant de Siemens en 1986, le patron de la Deutsche Bank en 1989, le président de la *Treuhandanstalt* (l'organisme chargé des privatisations en ex-R.D.A.) en 1991, et plusieurs soldats américains. Sa dernière action sanglante date de 1993; cependant il semble qu'elle n'avait plus d'organisation structurée depuis le milieu des années 1980. Elle a fini par s'autodissoudre au début 1998.

³ La montée des verts est largement postérieure à votre programme: c'est pourquoi je me contente d'une note. Le mouvement écologique est né de la contestation de la société de consommation, dans tout l'Occident, à partir des années 1960. En Allemagne cependant il a eu un écho particulier, d'une part parce que c'est un pays très industrialisé et très densément peuplé, d'où une pression très forte sur les ressources naturelles, d'autre part parce que la société allemande est particulièrement gavée et gaspilleuse, mais surtout peut-être parce que les Allemands ont, au moins

des grandes manifestations pacifistes, manipulées en sous-main par l'Est, contre les euromissiles en 1981-1982¹.

Peu à peu, la gauche de la S.P.D. se renforçait, l'aile la plus dirigiste, celle aussi que tentait le pacifisme. Aussi en octobre 1982 la F.P.D. lâcha son partenaire gouvernemental à mi-mandat, et conclut une alliance avec la C.D.U./C.S.U.: Helmut Schmidt fut renversé par un vote de défiance à la Chambre et le chrétien-démocrate **Helmut Kohl**, né en 1930, à la tête de la C.D.U. depuis 1972, devint chancelier (il l'est resté jusqu'en 1998). Les élections anticipées de 1983 validèrent ce changement d'alliance, et confirmèrent que l'opinion allemande soutenait l'attitude de fermeté qui avait été aussi bien celle de Schmidt que celle de Kohl dans la crise des euromissiles.

depuis le romantisme, un rapport particulier à la nature. Enfin la peur de l'atome a joué, dans un pays situé sur la ligne de front de la guerre froide. Ce n'est qu'au milieu des années 1980 que le parti politique "les verts" (*Die Grünen*) a réellement pris son essor; il a su éviter les scissions à répétition, contrairement aux divers partis écologistes français. Encore a-t-il été longtemps paralysé par des dissensions entre les "fondamentalistes", hostiles à la participation au pouvoir, et les "réalistes". La montée des verts a permis de réintégrer une partie de la mouvance "alternative" à la vie politique traditionnelle, surtout dans les années 1990.

¹ Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 6.